

Lionel PALICOT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

99, Bd de Belgique
78 110 LE VESINET
Tél. 01 39 52 18 71

ENTREPRENDRE S.A.

Société Anonyme au capital de 257 801,46 Euros
53, rue du Chemin Vert
92 100 BOULOGNE - BILLANCOURT

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2018

Lionel PALICOT

COMMISSAIRE AUX COMPTES

99, Bd de Belgique
78 110 LE VESINET
Tél. 01 39 52 18 71

ENTREPRENDRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31.12.2018

A l'assemblée générale de la société ENTREPRENDRE S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société **ENTREPRENDRE S.A.** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Les éléments mentionnés en page 8 de l'annexe se rapportant au principe d'évaluation des marques figurant en immobilisations incorporelles et à la méthodologie retenue relative à la provision pour dépréciation des marques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

J'atteste de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

J'atteste de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 -37- 4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, je me suis assuré que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Le Vésinet, le 30 avril 2019



Le Commissaire aux Comptes

Lionel PALICOT

ANNEXE AU RAPPORT

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ENTREPRENDRE

SA au capital de 257 801 €

53, rue du Chemin Vert

92100 Boulogne-Billancourt

Siren 403 216 617

Comptes annuels au 31 décembre 2018

SOMMAIRE

| | |
|---------------------------|-------------------|
| Bilan | Pages 3-4 |
| Compte de Résultat | Pages 5-6 |
| Annexe | Pages 7-18 |

BILAN - ACTIF

| ACTIF en € | 31/12/18 | | | 31/12/17 |
|--|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amort./Prov. | Net | Net |
| Marques | 2 304 505 | 1 671 886 | 632 619 | 652 167 |
| Autres Immobilisations incorporelles | 57 373 | 51 606 | 5 767 | |
| Immobilisations corporelles | 151 892 | 131 273 | 20 619 | 21 663 |
| Autres participations | 617 100 | 617 100 | - | - |
| Créances rattachées à des participations | 612 058 | 612 058 | - | - |
| Autres titres immobilisés | 481 103 | 49 052 | 432 051 | 495 483 |
| Autres immobilisations financières | 84 490 | - | 84 490 | 84 490 |
| Actif Immobilisé | 4 308 521 | 3 132 975 | 1 175 546 | 1 253 803 |
| Avances & Acomptes sur commandes | - | - | | 14 280 |
| Clients et comptes rattachés | 5 291 241 | 713 771 | 4 577 470 | 5 130 039 |
| Autres créances | 1 086 862 | - | 1 086 862 | 1 321 608 |
| Valeurs mobilières de placement | 300 000 | - | 300 000 | 400 000 |
| Disponibilités | 989 174 | - | 989 174 | 804 744 |
| Charges constatées d'avance | 546 717 | - | 546 717 | 705 089 |
| Actif Circulant | 8 213 994 | 713 771 | 7 500 223 | 8 375 760 |
| TOTAL ACTIF | 12 522 515 | 3 846 746 | 8 675 769 | 9 629 563 |

BILAN - PASSIF

| PASSIF en € | 31/12/18 | 31/12/17 |
|--|------------------|------------------|
| Capital social | 257 801 | 257 801 |
| Prime d'émission | 2 525 529 | 2 525 529 |
| Réserve légale | 34 491 | 34 491 |
| Réserves réglementées | 149 777 | 149 072 |
| Autres réserves | 658 275 | 1 065 562 |
| Résultat de l'exercice | 367 267 | - 193 566 |
| Capitaux Propres | 3 993 140 | 3 838 889 |
| Provisions pour risques | 97 380 | 38 000 |
| Provisions pour charges | 331 028 | 322 630 |
| Provisions pour Risques & Charges | 428 408 | 360 630 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 3 785 | 4 193 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 212 450 | 330 950 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 046 574 | 2 680 737 |
| Dettes fiscales et sociales | 746 776 | 957 944 |
| Autres dettes | 179 673 | 183 822 |
| Produits constatés d'avance | 1 064 963 | 1 272 398 |
| Dettes | 4 254 221 | 5 430 044 |
| TOTAL PASSIF | 8 675 769 | 9 629 563 |

COMPTES DE RESULTAT

| Compte de Résultat en € | 2018 | 2017 |
|--|------------|------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET | 13 921 343 | 13 851 631 |
| Reprises sur amort. & prov., transferts de charges | 117 380 | 118 424 |
| Autres produits | 191 296 | 15 699 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 14 230 019 | 13 985 754 |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements | 1 497 516 | 1 667 933 |
| Variation de stock | | |
| Autres charges externes | 11 122 565 | 11 355 425 |
| Impôts et Taxes | 17 133 | 15 060 |
| Salaires & traitements | 507 237 | 513 069 |
| Charges sociales | 152 160 | 160 360 |
| Dotations aux amortissements | 1 276 | 1 251 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | 64 442 | 58 602 |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | 197 331 | - |
| Autres charges | 69 249 | 2 219 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 13 628 909 | 13 773 919 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 601 110 | 211 835 |
| Produits financiers de participations | - | 2 638 |
| Produits des autres valeurs mobilières | | |
| Autres intérêts | 3 446 | 54 397 |
| Reprises sur provisions | - | 600 120 |
| PRODUITS FINANCIERS | 3 446 | 657 155 |
| Dotations financières aux provisions | 49 052 | 426 300 |
| Intérêts et charges assimilées | 13 118 | 19 119 |
| CHARGES FINANCIERES | 62 170 | 445 419 |
| RESULTAT FINANCIER | (58 724) | 211 736 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 542 386 | 423 571 |

COMPTE DE RESULTAT

| Compte de Résultat en € | 2018 | 2017 |
|--|------------------|------------------|
| Produits exceptionnels sur opération de gestion | - | 81 004 |
| Produits exceptionnels sur opération en capital | 26 016 | |
| Reprises sur provisions | 23 000 | 69 844 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 49 016 | 150 848 |
| Charges exceptionnelles sur opération de gestion | 103 357 | 151 069 |
| Charges exceptionnelles sur opération en capital | 30 000 | 600 120 |
| Dotations sur provisions exceptionnelles | 90 778 | 16 796 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 224 135 | 767 985 |
| IRESULTAT EXCEPTIONNEL | (175 119) | (617 137) |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | - | |
| BENEFICE OU PERTE | 367 267 | (193 566) |

ANNEXE**Plan :**

1. Préambule
2. Règles et méthodes comptables
3. Informations complémentaires pour donner une image fidèle
4. Notes sur le bilan
5. Notes sur le compte de résultat
6. Autres informations
7. Tableau des filiales et participations

1. Préambule

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'administration de la société, le 26 avril 2019.

| | |
|--------------------|--------------|
| Total du Bilan | 8 675 769 € |
| Chiffre d'affaires | 13 921 343 € |
| Bénéfice comptable | 367 267 € |

Le présent exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2018, ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Acquisitions de marques :

Monsieur Robert Lafont, propriétaire de l'ensemble des marques de chaque revue du Groupe, a vendu en juillet 2007, les principales marques au Groupe Entreprendre à l'exception notamment des marques du pôle économique pour 900 K€.

En juillet 2008, les marques du pôle économique dans la marque Entreprendre, plus la marque « Santé Revue » ont été acquises par la société Groupe Entreprendre pour 750 K€.

En juillet 2010, 18 autres marques ont été acquises par Entreprendre pour 606 K€ HT.

De même qu'en 2007 et 2008, le prix de vente des marques cédées par Monsieur Robert Lafont a été évalué par le cabinet Nomen International à la date de la vente, sur la base d'une actualisation des flux futurs de redevance nette d'impôt.

Il a été considéré que les marques avaient une durée de vie illimitée et qu'en conséquence, elles ne faisaient pas l'objet d'un amortissement mais d'un test de valeur annuel réalisé par le dit cabinet prenant en considération l'évolution du chiffre d'affaires réalisé.

Les marques acquises avant le 31 décembre 2009, figuraient à l'actif de la filiale absorbée, la SA Groupe Entreprendre.

La marque Jour de France, acquise en 2011 auprès de Monsieur Robert Lafont pour 30 K€ a été dépréciée en totalité.

La presque totalité des marques exploitées figure à l'actif de la société.

Comme précisé précédemment, les marques ayant une durée de vie illimitée et ne faisant pas l'objet d'amortissements, celles-ci sont estimées à la clôture de l'exercice, sur la base d'un test de valeur annuel, reposant sur les chiffres d'affaires magazines de l'exercice concerné.

Provisions pour dépréciation de marques :

Les marques sont dépréciées en totalité lorsqu'elles sont arrêtées.

Les marques en exploitation sont dépréciées partiellement, et ce en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires de référence utilisé par le cabinet Nomen International.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

Dans le cadre de la présentation des comptes annuels, les règles retenues sont les suivantes :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'est pas en mesure de définir les immobilisations décomposables, ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations corporelles figurant dans l'actif immobilisé sont susceptibles de subir une dépréciation par voie d'amortissement.

Selon la nature des immobilisations et de leur durée de vie économique, celles-ci sont amorties soit sous le mode linéaire ou le mode dégressif.

Participations :

La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation est basée sur les derniers comptes annuels des sociétés concernées.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La société n'a pas acquis de participation nouvelle durant l'exercice.

Les participations actuelles sont toutes provisionnées à 100 %.

Autres titres immobilisés :

La valeur brute des autres titres immobilisés, est constituée par leur coût d'acquisition. La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des autres titres immobilisés est basée sur les éléments financiers identifiés par la société, et font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

Actions auto-détenues :

La société Entreprendre, détient au 31 décembre 2018 :

5 977 actions Entreprendre pour un montant global de 165 396,40 € soit un prix moyen de 27,67 € représentent en nombre de titres 0,97 % du capital.

Elles ont été rachetées dans le cadre d'un accord entre actionnaires et sont destinées à leur revente sur le marché.

Au 31 décembre 2018, le cours de bourse était de 19,80 €, soit une valorisation de 118 344,60 €. En conséquence, une provision pour dépréciation des titres a été constituée d'un montant de 47 051,80 €.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Bonus MLP

Un produit à recevoir au titre du bonus 2018 calculé selon un document interne des messageries MLP sur la base du chiffre d'affaires et le lissage des frais sur invendus a été enregistré pour un montant de 432 K€ par rapport à 460 K€ pour l'exercice 2017. Il a été comptabilisé en Clients - Factures à établir au bilan du 31 décembre 2018.

Comptes de bilan liés aux échanges de marchandises

Sur le principe des échanges de marchandises (prestations publicitaires de la part d'Entreprendre en échanges d'autres prestations ou produits liés à l'activité pour l'autre partie), les créances clients et dettes fournisseurs liés aux échanges sont destinés à être compensés :

| | |
|---|--------|
| Clients et comptes rattachés liés aux échanges de marchandises : | 890 K€ |
| Fournisseurs et comptes rattachés liés aux échanges de marchandises : | 890 K€ |

Les compensations entre les créances et les dettes sont établies selon leur équivalence et au moment de l'accord réciproque des parties concernées.

Pour information complémentaire, les comptes de résultat concernés sont le compte 604000 « Autres achats » pour 146 K€ et le compte 70618720 « Ventes publicités échanges » pour 146 K€.

Valeurs mobilières de placement

Il n'y a pas de plus-values latentes sur ces placements de trésorerie.

Réserves réglementées

Les réserves indisponibles sont relatives à l'auto-détention des titres Entreprendre.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi :

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 13 886 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Le produit CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Le CICE a permis de financer les efforts en matière d'investissement dans le domaine du numérique et de prospection de nouveaux marchés.

3. Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Faits caractéristiques :

Il n'y a pas de faits caractéristiques notables durant cet exercice.

4. Notes sur le bilan

Etat de l'actif immobilisé :

| Valeurs brutes en € | 31/12/17 | Acquisitions | Cessions | 31/12/18 |
|---|------------------|---------------|----------------|------------------|
| Marques | 2 304 505 | | | 2 304 505 |
| Autres postes d'immobilisations | 126 970 | 6 000 | 75 597 | 57 373 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations générales | 8 975 | | | 8 975 |
| Matériels de bureau | 170 842 | | 27 925 | 142 917 |
| Autres Participations | 1 229 158 | | | 1 229 158 |
| Autres titres immobilisés | 495 483 | 15 620 | 30 000 | 481 103 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 84 490 | | | 84 490 |
| TOTAL GENERAL | 4 420 423 | 21 620 | 133 522 | 4 308 521 |

Etat des amortissements :

| Immobilisations amortissables en € | 31/12/17 | Dotations | Reprises | 31/12/18 |
|--------------------------------------|----------------|--------------|----------------|----------------|
| Autres postes d'immobilisations | 126 969 | 233 | 75 597 | 51 605 |
| Terrains | | | | |
| Construction Installations générales | | | | |
| Installations générales | 8 975 | | | 8 975 |
| Matériels de bureau | 149 179 | 1 044 | 27 925 | 122 298 |
| TOTAL GENERAL | 285 123 | 1 277 | 103 522 | 182 878 |

Etat des provisions :

| Provisions en € | 31/12/17 | Dotations | Reprises | 31/12/18 |
|--|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Provisions pour litiges | 38 000 | 82 380 | 23 000 | 97 380 |
| Autres Provisions | 322 630 | 8 398 | | 331 028 |
| Provisions pour risques * | 413 678 | 90 778 | 23 000 | 428 408 |
| Provisions sur immobilisations incorporelles | 1 652 338 | 64 442 | 44 894 | 1 671 886 |
| Provisions sur immobilisations financières | 1 229 158 | 49 052 | | 1 278 210 |
| Provisions sur stocks | | | | |
| Provisions sur créances clients | 588 926 | 197 331 | 72 486 | 713 771 |
| Provisions sur autres créances | 0 | | | 0 |
| Provisions sur actif | 3 470 422 | 310 825 | 117 380 | 3 663 867 |
| TOTAL GENERAL | 3 717 718 | 401 603 | 140 380 | 4 092 275 |
| Dotations & reprises d'exploitation | | 261 773 | 117 380 | |
| Dotations & reprises financières | | 49 052 | 0 | |
| Dotations & reprises exceptionnelles * | | 90 778 | 23 000 | |

Le poste « Provisions pour litiges » concerne divers procès en cours. Celles-ci sont déterminées selon les risques évalués par notre cabinet d'avocats.

Les reprises de l'exercice, soit un montant total de 23 000 €, se décompose comme suit : 5 000 € des reprises de provisions non utilisées et 18 000 € de reprises de provisions utilisées.

Le poste « Autres provisions » concerne la procédure du contrôle fiscal sur les années 2012 à 2014.

Etat des créances et dettes :

| Créances en € | 31/12/18 | A 1 an au plus | Plus de 1 an |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Créances rattachées à des participations | 612 058 | | 612 058 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 481 103 | | 481 103 |
| Autres immobilisations financières | 84 490 | | 84 490 |
| Clients douteux | 830 319 | | 830 319 |
| Autres créances clients | 4 460 922 | 4 460 922 | |
| Personnel et comptes rattachés | 7 597 | 7 597 | |
| Organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 556 173 | 556 173 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 484 307 | 484 307 | |
| Groupe et associés | | | |
| Débiteurs divers | 38 785 | 38 785 | |
| Charges constatées d'avance | 546 717 | 546 717 | |
| Etat des créances | 8 102 471 | 6 094 501 | 2 007 970 |

Il n'existe pas de créances représentées par des effets de commerce.

| Dettes en € | 31/12/18 | A 1 an au plus | A plus de 1 an et moins de 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------|----------------------------------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts auprès établissements crédit : | | | | |
| A 1 an maximum à l'origine | 3 785 | 3 785 | | |
| A plus d'1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 210 000 | 120 000 | 90 000 | |
| Fournisseurs | 2 046 574 | 2 046 574 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 63 068 | 63 068 | | |
| Organismes sociaux | 50 845 | 50 845 | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 632 339 | 632 339 | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts et taxes | 524 | 524 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Groupe et associés | 2 450 | 2 450 | | |
| Autres dettes | 179 673 | 179 673 | | |
| Produits constatés d'avance | 1 064 963 | 1 064 963 | | |
| Etat des dettes | 4 254 221 | 4 164 221 | 90 000 | 0 |

Dettes représentées par des effets de commerce : 53 362 €.

Capitaux propres :

| Composition du capital social | Nombre | Valeur nominale | Capital social |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| Au 1 janvier 2018 | 613 813 | 0,42 | 257 801 |
| Actions émises pendant l'exercice | | | |
| Actions remboursées pendant l'exercice | | | |
| Au 31 décembre 2018 | 613 813 | 0,42 | 257 801 |

5. Notes sur le compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires :

| Ventilation du Chiffre d'affaires | France | Export | Montant | Taux |
|-----------------------------------|-------------------|----------------|-------------------|-------------|
| Ventes de produits finis | 11 656 224 | 594 655 | 12 250 879 | 88,0% |
| Prestations de services | 1 520 306 | 33 467 | 1 553 773 | 11,2% |
| Produits des activités annexes | 116 691 | | 116 691 | 0,8% |
| Total | 13 293 221 | 628 122 | 13 921 343 | 100% |

Le mode de reconnaissance des revenus est le CA auprès des messageries de presse, des insertions publicitaires et autres activités liées pour la période de commercialisation des magazines sur l'exercice.

Les abonnements sont suivis en interne et sont comptabilisés dans le chiffre d'affaires à l'encaissement puis retraités en produits constatés d'avance en fonction des échéanciers d'abonnements.

Les insertions publicitaires sont comptabilisées au moment de leur publication et ce, en fonction de la période de commercialisation.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

| Niveau de résultat | Avant impôt | Impôt | Après impôt |
|----------------------------|----------------|-----------|----------------|
| Résultat d'exploitation | 601 110 | 168 311 | 432 799 |
| Résultat financier | - 58 724 | - 16 443 | (42 281) |
| Résultat exceptionnel | - 175 119 | - 151 868 | (23 251) |
| Participation des salariés | | | |
| Total | 367 267 | 0 | 367 267 |

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

| Accroissements et allègements | Montant | Impôts |
|--|---------|---------------|
| Accroissements | | |
| Provisions réglementées | | |
| Subventions à réintégrer au résultat | | |
| Allègements | | |
| Provisions non déductibles l'année de dotation | | |
| Total des déficits d'exploitation reportables | | |
| Crédit d'impôt Mécénat 2018 | | 32 264 |
| Total des moins-values à long terme | | |
| Total | | 32 264 |

Détail des opérations exceptionnelles :

| Opérations exceptionnelles | Charges | Produits |
|--|----------------|---------------|
| Pénalités, amendes fiscales | 5 346 | |
| Dons, libéralités | 66 676 | |
| VNC des éléments d'actifs cédés | 30 000 | |
| Autres charges | 31 334 | |
| Provisions pour risques et charges | 90 778 | |
| Produits des cessions d'éléments d'actif | | 26 016 |
| Autres Produits | | |
| Provisions pour risques et charges | | 23 000 |
| Total | 224 134 | 49 016 |

Honoraires :

Nous vous informons que les honoraires du Commissaire aux Comptes afférents à la certification des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2018 s'élèvent à 24 000 € HT.

| | Montant |
|--|---------|
| - Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes | 24 000 |
| - Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services | |
| TOTAL | 24 000 |

Opérations d'échanges de publicité :

Pour l'exercice 2018, la société Entreprendre a inscrit au titre des opérations d'échanges de publicité un montant de 146 457 € en produits et un montant de 146 457 € en charges.

Rémunération des dirigeants :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen :

| Effectif moyen | Personnel salarié | Personnel mis à disposition |
|-----------------------------------|-------------------|-----------------------------|
| Cadres | 5 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | | |
| Employés | 13 | |
| Ouvriers | | |
| Total | 18 | 0 |

6. Autres informationsEngagements donnés :

Néant

Engagement en matière de retraite

Les engagements de retraite correspondent à une estimation des droits acquis par le personnel en matière d'indemnités de départ à la retraite. Ils sont déterminés en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ à la retraite.

A cet égard, les engagements en matière de retraite n'ont pas été évalués, étant précisé que ceux-ci ne devraient pas être significatifs compte tenu de la structure de l'effectif dans la société.

Engagements reçus :

Néant

Comptes consolidés et intégration fiscale :

Comme en 2017, la société Entreprendre n'est pas tenue d'établir des comptes consolidés, n'ayant pas le statut de société consolidante ou de filiale consolidée dans un périmètre de consolidation. Par ailleurs, la société n'a pas opté pour le régime d'intégration fiscale.

Charges à payer :

| Charges à payer en € | 31/12/18 |
|--|------------------|
| Emprunts auprès établissements crédit | 3 785 |
| Fournisseurs | 797 248 |
| Dettes fiscales et sociales | 90 853 |
| Autres dettes - Clients RRR à accorder | 179 673 |
| Total | 1 071 559 |

Produits à recevoir :

| Produits à recevoir en € | 31/12/18 |
|---|----------------|
| Créances clients | 435 175 |
| Autres créances - Produits à recevoir | |
| Disponibilités - Intérêts courus à recevoir | 610 |
| Total | 435 785 |

Charges et produits constatés d'avance :

| Charges et produits constatés d'avance en € | Charges | Produits |
|---|----------------|------------------|
| Charges & Produits d'exploitation | 546 717 | 1 064 963 |
| Charges & Produits financiers | | |
| Charges & Produits exceptionnels | | |
| Total | 546 717 | 1 064 963 |

Les produits constatés d'avance sont constitués par :

Les abonnements suivis en interne et comptabilisés dans le chiffre d'affaires à l'encaissement, puis retraités en produits constatés d'avance en fonction des échéanciers d'abonnements.

Les insertions publicitaires comptabilisées au moment de leur publication et ce, en fonction de la période de commercialisation des magazines.

Le chiffre d'affaires Messageries en fonction de la période de commercialisation des magazines en 2019.

7 Tableau des filiales et participations

| Filiales et Participations | Capital social | Réserves et RAN | % de détention | Valeur brute des titres | VNC des titres | Prêts et avances consenties | Cautions et avals donnés | CAHT du dernier exercice clos | Résultat du dernier exercice | Dividendes encaissés |
|--|----------------|-----------------|----------------|-------------------------|----------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Filiales (plus de 50 % du capital détenu) | | | | | | | | | | |
| France Quotidien | 10 000 | (620 259) | 100% | 10 000 | - | 612 057 | | - | (1 305) | |
| Participation (de 10 à 50 % du capital détenu) | | | | | | | | | | |
| Autovoisin | 20 000 | NC | 35% | 7 000 | - | | | NC | NC | |
| Digiapp | 210 000 | (248 877) | 30% | 200 100 | - | | | 305 624 | 82 050 | |
| France Vel | 12 500 | 85 438 | 20% | 150 000 | - | | | 79 856 | (65 809) | |
| Keykod | 145 000 | NC | 25% | 250 000 | - | | | NC | NC | |

Données :

France Quotidien – Exercice clos le 31/12/2018

Digiapp – Exercice clos le 30/06/2017 – Clôture 31/12/2018 NC

France Vel – Exercice clos le 31/12/2016 – Société en cours de liquidation judiciaire

Keykod – Situation au 31/08/2017 – Société en cours de liquidation judiciaire

La société France Quotidien filiale à 100 % de la société Entreprendre n'est pas consolidée du fait de sa mise en sommeil depuis plusieurs exercices et néanmoins, l'ensemble constitué ne dépasserait pas les seuils fixés par les articles L 233-17 et R 233-16 du Code du Commerce.

Les différentes participations présentes à l'actif ne sont pas consolidées et la société Entreprendre n'exerce pas d'influence notable sur leur gestion quotidienne.

Compte tenu des éléments en possession de la société Entreprendre, les participations ont été provisionnées en totalité du fait d'incertitudes dans leur exploitation (Autovoisin, Digiapp) ou de leur mise en liquidation judiciaire (France Vel, Keykod).

Il n'y a pas eu de transaction significative durant l'exercice 2018 entre les parties liées.